

Questions orales

tout en nous occupant des chômeurs et autres personnes dans le besoin.

● (1420)

M. Crosbie: Je suis heureux de voir que le ministre se demande s'il fera partie du prochain cabinet et qu'il s'inquiète à l'idée que M. Turner a promis de réduire le déficit de 15 milliards. Je puis lui dire que John Turner ne veut rien avoir à faire avec lui.

LES OPTIONS PROPOSÉES POUR LE CANADA

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur le Président, les représentants du Fonds monétaire international s'inquiètent à propos du Canada, pas seulement de la Zambie, de l'Abyssinie ou de l'Éthiopie. Ils s'inquiètent à propos du Canada et ont dit que nos options sont peu attrayantes: ou nous relevons les impôts, ou nous sabrons dans les dépenses publiques, sans quoi les frais additionnels vont grossir la dette plus rapidement, déclenchant ainsi un cercle vicieux de frais d'intérêt et d'endettement. Le ministre des Finances dirait-il à la Chambre laquelle de ces options il va choisir? Va-t-il rester dans ce cercle vicieux et laisser le Canada courir à sa perte? Que va-t-il faire?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député prétend que le FMI vise le Canada en particulier. Je lui recommande de lire le rapport—en fait, je vais lui en envoyer un exemplaire. Il devrait lire ce que le FMI a dit de la situation aux États-Unis, cela le porterait à réfléchir. Il devrait lire ce document très attentivement avant de faire des déclarations comme celle que nous venons d'entendre.

J'ai dit que le déficit constitue un problème, mais je tiens à signaler qu'il faut l'interpréter correctement, ce que le député n'a pas fait. Par exemple, si on compare notre dette publique brute au PNB, le Canada est au troisième rang des pays industrialisés. Si on prend la dette publique nette—c'est-à-dire déduction faite des paiements d'intérêt que reçoit le gouvernement fédéral—ou le rapport entre la dette publique nette et le PNB, le Canada est au troisième rang parmi les pays industrialisés. Pardon, monsieur le Président. J'ai dit qu'il était au troisième rang mais, en réalité, il est au quatrième en ce qui a trait au rapport entre la dette publique brute et le PNB. Il est au troisième rang en ce qui a trait au rapport entre la dette publique nette et le PNB. A ce point de vue-là, seules la France et l'Allemagne devancent le Canada. Nous devançons les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Italie. Le député peut obtenir ces données s'il le désire.

M. Crosbie: Comme d'habitude, le ministre est une véritable brute quand il ne sait pas quoi dire.

ON DEMANDE DES MESURES DU GOUVERNEMENT

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur le Président, la dette extérieure totale du Canada, à la fin de 1973, représentait 13 p. 100 de notre PNB, c'est-à-dire que les Canadiens devaient seulement 16.4 milliards de dollars à l'étranger. Aujourd'hui, cette dette représente 33 p. 100 de

notre PNB, qui est de 127 milliards de dollars. C'est le pourcentage le plus élevé de tous les pays de l'OCDE, à l'exception de l'Italie.

Le FMI a signalé que la dette accumulée et les frais d'intérêt continuent d'augmenter et que cela pourrait empêcher les gouvernements de mettre en œuvre des politiques capables de favoriser la croissance. Le FMI s'inquiète au sujet du Canada. Ce gouvernement moribond a-t-il un plan d'action pour arrêter cette hémorragie et conserver une certaine marge de manœuvre qui lui permettrait de mettre en œuvre une politique favorable à la croissance? Quand donc vous déciderez-vous à passer à l'action? Le monde entier est inquiet au sujet du gouvernement actuel du Canada.

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, je n'irai certainement pas prendre conseil auprès du parti représenté par nos vis-à-vis, qui est d'une pauvreté intellectuelle affligeante. J'ai déjà dit ce que nous comptons faire. J'ai exposé les mesures que nous appliquons dans les deux derniers budgets que j'ai présentés. J'ai déjà dit au député que nous avons obtenu des résultats encore meilleurs que nous ne le prévoyions en ce qui concerne la réduction des besoins financiers du gouvernement canadien; en effet, nos besoins de trésorerie ont diminué en 1983 au rythme de 1.7 milliard de dollars de plus que ce que nous avions prévu. Et j'ai la ferme intention de poursuivre dans la même voie, car s'il est juste de s'inquiéter de l'ampleur du déficit, il est également impérieux de se pencher sur le sort des chômeurs et de tous les Canadiens qui sont démunis pendant ces temps difficiles que nous traversons. Voilà la politique appliquée par notre gouvernement, voilà la politique que nous entendons poursuivre.

● (1425)

LE MONTANT DES EMPRUNTS DU GOUVERNEMENT

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, sous le régime du gouvernement actuel, le déficit est passé d'environ 10 milliards à 30 milliards de dollars. Reconnaissant le lien indéniable qu'on établit, dans le rapport dont mon collègue a parlé, entre la lourde charge des emprunts publics et notre niveau d'embauche apparemment élevé, le ministre est-il maintenant disposé à admettre que son budget non seulement mésestimait la faiblesse actuelle de l'économie mais évitait aussi la question des emprunts excessifs du gouvernement, laquelle est au cœur même de notre problème de chômage aigu et de croissance économique lente dont nous sommes aujourd'hui affligés?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Premièrement, monsieur le Président, ce n'est pas du tout ce que dit le rapport du FMI. Deuxièmement, je n'accepte absolument pas l'analyse de mon collègue.

M. Wilson: Il est clair, monsieur le Président, que le ministre ne comprend pas les problèmes et les obligations auxquels il doit faire face en tant que ministre des Finances.

Des voix: Bravo!